

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 93 (1952), p. 62-80

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1952__93__62_0

© Société de statistique de Paris, 1952, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VIII

BIBLIOGRAPHIE

The Labor Force in the United States, 1890-1960, par John D. DURAND, Social Science Research Council, New-York, 1948, 284 p., 50 tableaux, 12 graphiques.

Cet ouvrage de John D. Durand remplit l'une des premières tâches que s'est fixées la Commission d'étude du Marché du travail du Social Science Research Council : constituer une synthèse des travaux de démographie et d'économie concernant la population active, synthèse qui puisse servir de base aux politiques de plein emploi.

Ayant rappelé les relations entre l'évolution de la population active et le bien-être national, et souligné les difficultés de prévisions à long terme et les carences actuelles de la théorie économique quant aux facteurs qui déterminent l'évolution de l'offre de travail, l'auteur précise les définitions et les méthodes statistiques utilisées, et expose les mouvements de la population active de 1890 à 1960 : taux d'accroissement global décroissant de 2,7 % par an en 1890 (pour une population active de 22,2 millions) à 1,1 % en 1940 (53,3 millions), ce qui conduirait à 63,5 millions en 1960; rapport de la population active à la population totale croissant de 35 % en 1890 à 40 % en 1940 et sans doute 41 % en 1960; part de la main-d'œuvre féminine croissant rapidement de 17 % à 24 % en 1940 et probablement 29 % en 1960; charges décroissantes, malgré une scolarité beaucoup plus forte, en raison du vieillissement d'ensemble de la population.

L'auteur analyse ensuite les facteurs principaux de cette évolution. Facteurs démographiques d'abord : l'accroissement relatif de la population active dû à la baisse de la natalité et à la diminution du secteur agricole n'a été que partiellement compensé par l'augmentation du nombre des vieillards et des femmes mariées.

(1) Voir à ce sujet nos communications : *Un nouvel instrument de travail statistique : le fichier des établissements industriels et commerciaux?* (Journal de la Société de Statistique de Paris, juillet-août 1948) et *La structure industrielle et commerciale de la France*, (Journal de la Société de Statistique de Paris, janvier-mars 1952, p. 17).

Facteurs économiques ensuite : difficiles à dégager en court terme, ils se rattachent, en long terme, au progrès économique général des États-Unis : progrès technique et déclin du travail indépendant défavorisant les travailleurs âgés, accroissement du nombre des employés et du personnel spécialisé, réduction de la durée du travail, développement des services à domicile favorisant le travail féminin, élévation des revenus favorisant la scolarité. Tous facteurs dont l'action paraît durable, malgré d'imprévisibles fluctuations.

Mr. Durand étudie plus particulièrement l'évolution des coutumes, concernant surtout le travail féminin, en soulignant sa lenteur, et l'évolution de la population active pendant et après la seconde Guerre mondiale. La mobilisation industrielle entraîna une augmentation de la population active de 10,6 millions de personnes en avril 1945, dont 2,9 seulement expliqués par le mouvement d'avant guerre. La contraction de l'après-guerre laissait subsister en avril 1947 près de 2 millions sur ces 7,7 millions de travailleurs supplémentaires.

Ces constatations conduisent l'auteur à effectuer deux prévisions de la population active pour 1950, 1955, 1960, l'une selon les taux d'avant guerre, l'autre tenant compte des modifications de tendance entraînées par la guerre. Les écarts tendent à s'atténuer et restent inférieurs à 1 %. Le terme de 1960 est trop proche pour que se manifeste le futur mouvement de décroissance de la population active américaine.

L'auteur conclut en envisageant quelques aspects démographiques de la politique de l'emploi. Il réfute la thèse liant, en long terme, le maintien du plein emploi à la compression de la population active, qui risque de diminuer la demande globale, et préconise au contraire l'élévation du rapport de la population active à la population totale. Il pose ensuite le problème de la rentabilité de l'« investissement scolaire », et celui de la coordination entre politique scolaire et politique de l'emploi. Il suggère enfin des mesures facilitant l'emploi des travailleurs âgés, et souligne l'importance démographique, sociologique et morale de l'emploi croissant de la main-d'œuvre féminine.

L'ouvrage comprend un important appendice indiquant de façon détaillée les méthodes de calcul utilisées.

* * *

Europe's Population in the interwar years, par M. DUDLEY KIRK. League of Nations, 1946, n° II A 8, 307 pp. + 52 graphiques et 4 cartes.

Cet ouvrage est une étude des ressources humaines de l'Europe entre les deux guerres mondiales. Il retrace l'évolution démographique du continent au cours de cette période.

La base de l'étude est fournie par de nombreuses cartes, commentées et complétées par un texte abondant où l'auteur dégage les facteurs de tous ordres de l'évolution et indique les perspectives futures que cette évolution implique. La date de publication de cet ouvrage explique que l'auteur n'ait pu tenir compte du relèvement de la natalité dans beaucoup de pays européens au cours des dernières années, relèvement qui infirme certaines de ses prévisions.

Les données chiffrées qui ont servi à l'établissement des cartes sont reproduites dans des tableaux statistiques figurant soit dans le corps du texte, soit en appendices à la fin de l'ouvrage.

Objectifs poursuivis (Chap. I). — 1. Rapprocher les résultats des recensements nationaux pour en tirer ce qui serait un recensement de l'Europe.

2. Compléter les données officielles en s'aidant de sources diverses.

3. Aller plus loin que la division par nations, les limites des régions étant parfois plus significatives que les frontières.

4. Indiquer la signification des données statistiques.

Distribution de la population (Chap. II). — L'auteur décrit la distribution de la densité démographique sur le territoire européen et introduit la notion de potentiel de population (analogue à un potentiel électrostatique, la densité de population tenant lieu de densité de charge électrique). Il étudie la répartition de la population entre secteur rural et secteur urbain.

Mouvement de la population (Chap. III à VIII). — L'expansion démographique européenne sur le continent et outre-mer est un fait dominant de l'histoire moderne comme le montre l'histoire de la répartition du peuplement en Europe depuis l'Empire romain. L'accroissement de la population au xx^e siècle diffère selon les nations, selon les régions à l'intérieur des nations et selon le caractère rural ou urbain (Chap. III).

Ce mouvement résulte :

1. De la balance des naissances et des décès.

Le xx^e siècle est marqué à cet égard par une révolution tant dans le contrôle des décès (meilleures conditions de vie, progrès de la médecine) que dans le contrôle des naissances (modifications psychologiques). Ces taux de natalité, de mortalité, d'accroissement naturel, les pyramides des âges, les taux brut et net de reproduction sont étudiés sur une base géographique. Les facteurs principaux des différences de fécondité paraissent être le degré d'urbanisation et la religion. L'auteur effectue une projection de ce mouvement jusqu'en 1970 et indique le coût démographique des deux guerres mondiales (Chap. IV).

2. De l'émigration outre-mer qui a eu une importance considérable et dont les motifs furent politiques, économiques, démographiques, psychologiques. On doit s'attendre à une diminution de cette émigration (Chap. V).

3. Des migrations internationales à l'intérieur de l'Europe qu'on mesurera par les statistiques de lieux de naissance et de nationalités. L'auteur s'efforce de distinguer les diverses sortes de migrations selon qu'elles sont dues à des motifs économiques ou politiques. Il en décrit les effets démographiques, économiques, sociaux et politiques. L'avenir des migrations internationales dépendra surtout de la conjoncture politique (Chap. VI).

4. Des migrations internes dont on aura une idée par les statistiques de lieux de naissance. Leur aspect le plus important est le mouvement vers les villes dont l'auteur donne une explication nuancée qui se réfère surtout à la psychologie (c'est souvent dans les régions de plus hauts niveaux de vie que l'exode rural est le plus intense). Dans l'avenir, les migrations internes augmenteront probablement mais auront lieu plutôt entre les villes (Chap. VII).

L'ensemble des migrations constitue un facteur d'accroissement de la population qui se mesure par la différence entre l'accroissement global et l'accroissement naturel et à l'égard duquel les régions présentent des diversités intéressantes (Chap. VIII).

Développement social et économique (Chap. IX). — Il peut s'exprimer :

— par l'amélioration de la santé comme l'indiquent la durée de vie moyenne, la mortalité générale, la mortalité infantile, à des degrés divers selon les pays, amélioration qui doit se poursuivre grâce aux progrès de la médecine;

— par la généralisation de l'instruction : recul de l'analphabétisme;

— par la structure professionnelle, l'agriculture étant désertée au profit de l'industrie, sur un rythme variable avec les pays;

— par la répartition entre catégories professionnelles : employeurs et travailleurs indépendants, employés salariés, caractéristique du degré d'industrialisation;

— par la productivité agricole par tête.

Diversité ethnique (Chap. X). — L'auteur critique la notion de race. Il propose de mesurer l'homogénéité ethnique par la nationalité (proportion d'étrangers dans un pays), le lieu de naissance et surtout des caractères plus profondément subjectifs dont il ne retient que la langue, décrivant la répartition des langues en Europe et son évolution.

L'auteur n'a plus qu'à rassembler les conclusions des chapitres précédents pour montrer que cette période d'entre les deux guerres a été, du point de vue démographique, une période de transition en rapport étroit avec d'importants changements économiques et sociaux dont la résonance est d'ailleurs mondiale (Chap. XI).

* * *

Étude sur la situation et les perspectives économiques de l'Europe, publiée par la division des études et des programmes de la Commission économique pour l'Europe, Nations Unies, 1948, n° II E 1, 215 p. et 9 graphiques.

Cette étude est une analyse des principales caractéristiques de la situation économique en Europe dans son ensemble et non une série d'études sur les divers pays. Toutefois l'U. R. S. S. a dû être exceptée de toutes les données globales. Quelques autres pays n'ont pu être compris dans certaines évaluations (Roumanie, Yougoslavie). En outre les résultats sont donnés séparément, Allemagne comprise et Allemagne exclue. Enfin les renseignements statistiques utilisés ne vont pas en général au delà du 3^e trimestre 1947.

L'ouvrage comprend quatre parties consacrées au relèvement de la production, à la reprise du commerce, à la balance des paiements et aux problèmes de la reconstruction.

Le relèvement industriel a été beaucoup plus rapide qu'après la première guerre mondiale sauf pour l'Allemagne. Le déclin de la production agricole a été du même ordre que celle postérieure au premier conflit, mais la situation alimentaire s'est trouvée aggravée du fait de l'accroissement de population entre les deux guerres. Cette circonstance jointe à l'abaissement des importations de produits alimentaires et à l'accroissement relatif de la production de biens indirects explique qu'en dépit de la hausse de la production industrielle, le niveau de vie en Europe ait été en général fortement inférieur à celui de 1938.

En dépit d'une reprise rapide en 1946, le commerce extérieur des pays européens n'a marqué en 1947 que des progrès modestes. La reprise a été particulièrement lente en ce qui concerne le commerce des pays européens entre eux et a été très inégale selon les pays, l'Allemagne a connu la contraction la plus forte : tandis que les autres pays européens atteignaient en 1947 84 % du volume de 1938, les exportations allemandes étaient à 9 % et les importations à 18 % de ce volume (approximativement).

La contraction s'est étendue à tous les produits mais principalement aux denrées alimentaires et aux matières premières dans le commerce intra-européen. Elle portait également sur les objets manufacturés où la quasi-disparition de l'Allemagne n'avait pu être comblée. En revanche les importations venant des U. S. A. étaient en très forte hausse (130 %) par rapport à l'avant-guerre comprenant pour les 9/10^e de l'accroissement des produits de secours et du matériel de reconstruction.

On notait également dans les échanges intra-européens de produits de luxe ou de caractère non essentiel que les divers pays cherchaient à se vendre entre eux.

L'énorme déficit accusé par la balance des paiements des pays européens avec les pays d'outre-mer est un des aspects les plus graves de leur situation économique. Il s'explique non seulement par le déficit propre de la balance commerciale mais aussi et surtout par la disparition des paiements invisibles. Le problème entre l'équilibre est rendu particulièrement ardu par l'importance du déficit accusé par le commerce avec les U. S. A., la seule possibilité de réduction des importations européennes semble porter sur les produits manufacturés, notamment ceux de l'industrie lourde.

L'inflation a pour causes le taux excessif des dépenses publiques, la réduction de l'épargne imputable à la baisse du niveau de vie et à l'écoulement des avoirs liquides massés durant la guerre, aux besoins élevés d'investissements et à la ten-

dance à stocker les biens à des fins spéculatrices. La plupart des pays européens ont accru le volume réel des dépenses publiques (alors que le revenu national réel avait diminué). Les dépenses ont triplé en Hollande, doublé au Royaume-Uni, en Suède, et au Danemark; par contre, en France, en Grèce, en Italie et en Pologne l'inflation même en a freiné l'accroissement (en valeur réelle).

Une distinction est faite entre pays à inflation refoulée où le système de contrôle a maintenu les prix et où il existe un degré anormalement élevé de liquidité et les pays à inflation déclarée où les prix n'ont pu être maintenus. Ces deux groupes peuvent être distingués grâce à la valeur réelle des encaisses $\left(\frac{\text{circulation monétaire}}{\text{indice des prix de détail}} \right)$

Le problème de la reprise des échanges est conditionnée par la possibilité d'établir une compensation multilatérale. Or, en fait, le désir d'établir des compensations bilatérales a entravé le commerce et la production en favorisant par exemple le commerce des articles de luxe au détriment de produits plus essentiels.

La production a été conditionnée après la fin de la guerre par les disponibilités en énergie et en matières premières. Dès 1947 la situation avait évolué et le problème de la main-d'œuvre et du rendement du travail prenait un caractère plus essentiel. Toutefois pour parvenir à se passer de l'aide extérieure tout en maintenant le niveau de vie de 1938, les industries lourdes devaient pousser leur production à 40 ou 50 % des chiffres de 1938.

L'ouvrage comporte en outre deux annexes :

L'Annexe A est consacrée aux plans de reconstruction des pays européens (pays de l'Europe centrale et du Sud-Est — U. R. S. S. — et pays participant au Comité de Coopération économique européenne) les prévisions et les premiers résultats sont donnés par branche. En outre, les répercussions sur le commerce international font l'objet de quelques indications.

L'Annexe B est consacrée aux sources et aux méthodes.

* * *

Machinisme et bien-être, par Jean FOURASTIÉ, 1 vol. de 252 p., Les Éditions de Minuit, Paris, 1951.

L'auteur se propose d'apprécier les conséquences pour l'homme de l'évolution des procédés techniques de production et de distribution, évolution dont l'un des caractères les plus frappants est évidemment le développement de la machine, d'où le titre qui, pris à la lettre, pourrait faire croire à une étude d'objet plus limitée. Il étudie dans ce but la nature et l'ampleur des changements survenus depuis plusieurs siècles dans les conditions matérielles de la vie sociale, laissant volontairement de côté les autres conditions du bien-être de l'homme dont l'importance n'est pas discutée mais dont la mesure est encore délicate : santé, bonheur affectif, satisfactions de l'intelligence, équilibre moral, social et politique, valeur humaine, sentiment de l'avenir.

L'auteur s'est efforcé d'être aussi concret et aussi objectif que possible, en ne présentant que des faits observés et en s'astreignant chaque fois qu'il a pu le faire à donner des résultats chiffrés, tirés d'ailleurs de sources extrêmement variées. En d'autres termes, il s'agit d'un ouvrage scientifique, d'une vaste documentation qui sera certainement fort utile aux historiens et aux économistes pour la description ou l'explication de l'évolution des phénomènes économiques.

L'observation porte sur deux ordres de faits : le niveau de vie et le genre de vie.

a) *Le niveau de vie.* — Il s'agit de mesurer la consommation des biens et services appréciables directement en monnaie que permettent les salaires et revenus, en d'autres termes d'évaluer le pouvoir d'achat.

L'auteur aborde en premier lieu l'évolution en France des revenus et salaires nominaux depuis le XVIII^e siècle, en constatant d'ailleurs un rétrécissement très important de l'éventail des salaires et des traitements. Pour en mesurer le pouvoir d'achat, il

faut tenir compte de l'évolution de la structure de la consommation, que l'on peut diviser en quatre grandes étapes : les consommations à prépondérance en méteil (France de 1700), de pain de froment (France de 1830), de dépenses alimentaires variées (France actuelle), enfin à prépondérance non alimentaire (États-Unis actuels).

Grâce aux tableaux de chiffres on voit dans quelles proportions le pouvoir d'achat des classes ouvrières, inférieur au minimum physiologique avant le xix^e siècle, dépasse actuellement largement ce minimum, auquel on a d'ailleurs substitué la notion de minimum vital, dont les appréciations successives vont en croissant.

De nombreuses citations réunies par l'auteur viennent atténuer la sécheresse des chiffres, illustrant l'amélioration et la modification de structure des conditions matérielles de la vie humaine.

Pour la période récente, les moyens de mesure du niveau de vie se sont perfectionnés, notamment par l'utilisation du taux de revenu national par habitant, et l'auteur peut aborder la comparaison du niveau de vie moyen de différentes nations.

Il apparaît que les fortes disparités constatées correspondent à un degré d'évolution différent de la vie économique des nations; il en résulte que pour expliquer les disparités de niveau de vie dans l'espace il suffit d'en expliquer l'évolution dans le temps.

L'auteur recherche alors les causes de l'évolution, étudiant successivement les liens entre le niveau de vie et les autres grands facteurs économiques : densité de population, structure de la production (dont la modification doit être précédée d'une modification de la répartition de la population active dont la plus importante est la diminution de la main-d'œuvre agricole au profit de la main-d'œuvre industrielle), accroissement de la productivité (ou progrès technique), qui est le facteur dominant. Pour compléter l'étude, quelques lignes sur les rentes et profits qui interviennent sur la dispersion des niveaux de vie individuels autour de la moyenne, sur les prix et les crises économiques.

b) *Le genre de vie.* — Alors que la première partie de l'ouvrage est réservée à l'étude des consommations qui, après traduction en monnaie, sont susceptibles de s'ajouter, ce qui permet la comparaison globale d'ensembles, la seconde partie traite des facteurs qui concourent au bien-être de l'homme mais dont les mesures sont difficilement « ajoutables ».

Les quelques exemples choisis parmi les très nombreux facteurs que l'on pourrait étudier sont classés en trois groupes correspondant aux trois grandes attitudes de l'homme : les facteurs professionnels, les facteurs individuels et familiaux, les facteurs sociaux. Dans le secteur professionnel, l'auteur étudie l'évolution de la nature des métiers depuis un siècle et demi, laquelle découle du développement de la machine et surtout de la machine automatique, et les conséquences qui en résultent quant à la répartition de la population suivant les branches professionnelles et sur le plan géographique, et quant à la durée du travail.

Une des conséquences de la réduction du temps de travail de l'adulte, réduction non seulement du nombre d'heures de travail par jour, mais aussi du nombre d'années d'activité, est de permettre de consacrer un temps plus long à l'éducation de la jeunesse.

Dans le groupe des facteurs individuels et sociaux évidemment très vaste, l'auteur choisit un seul exemple, celui de l'habitat, et nous montre l'évolution de l'urbanisme, du confort des habitations, et ce que l'on nomme maintenant les « arts ménagers ». Enfin, sur le plan social et collectif, l'auteur traite également d'un seul exemple, l'hygiène dont l'amélioration parallèlement à l'augmentation du niveau de vie se traduit par l'allongement de la durée moyenne de la vie humaine.

Il résulte de l'étude entreprise que c'est l'accroissement de la productivité du travail — lequel résulte lui-même du progrès de la science — qui est le facteur prépondérant et dominant de l'augmentation du bien-être des peuples; c'est donc là que les efforts à long terme doivent porter, et non sur des aspects de l'économie qui loin d'être des causes ne sont que des conséquences, tels que les salaires et les prix.

M. BRICHLER.

* * *

Les méthodes statistiques et leurs applications dans le domaine des techniques industrielles, par MM. M. DUMAS et P. МАHEU. Un vol. 630 p., Eyrolles, Paris 1951.

Les méthodes statistiques, à l'élaboration desquelles les Français de la fin du siècle dernier ont pris une si large part, viennent d'être, pendant quelques décades, dominées par les remarquables travaux de l'école anglo-saxonne.

Aujourd'hui les ingénieurs français ont l'attention attirée sur le grand intérêt que présentent ces méthodes dans le domaine de la technique industrielle, mais ils ne disposent guère pour s'instruire que d'ouvrages de langue anglaise, pensée par des anglo-saxons, et de quelques ouvrages de langue française, mais non de pensée française, traductions littérales ou approchées des précédents.

Contre cet état de chose, une réaction a été amorcée par l'ouvrage de M. Dumas : « Principes de l'application des Méthodes des Statistiques à la production et à la Recherche ». Cet ouvrage fait un véritable partage entre les théories anglo-saxonne et française, mais, volontairement limité à quelques questions essentielles, il a surtout le caractère d'un ouvrage d'initiation. Il se réfère, d'ailleurs, par avance à l'ouvrage qui est aujourd'hui présenté.

Dans ce volume, les auteurs ont passé en revue les méthodes statistiques dans ce qu'elles peuvent avoir d'utile à l'ingénieur, presque sans tenir compte de la spécialité de ce dernier dans les fabrications industrielles et dans les laboratoires d'achat. Pour chaque problème, des solutions sont exposées; les unes — celles qui sont préconisées — sont détaillées et les tables numériques utiles sont données; les autres — celles qui bénéficient d'un certain engouement — ne sont pas négligées; toutes sont discutées; toutes sont établies et à cette occasion, les hypothèses qu'elles impliquent — et qui trop souvent sont passées sous silence par les auteurs, malgré les erreurs que les utilisateurs commettent alors de bonne foi — sont mises en lumière.

La première partie de l'ouvrage — la plus détaillée — est consacrée à un exposé précis des différents problèmes statistiques et de leurs solutions; des détails et des précisions sur ces solutions, ainsi que leurs démonstrations, sont groupés dans les parties 2 à 5, suivant la loi de probabilité (loi binômiale, loi de Gaus...) qui est à la base de la théorie correspondante. Une sixième partie est consacrée aux conditions de recette des lots d'engins et aux épreuves sur échantillon d'une façon générale. La fin de l'ouvrage est de caractère essentiellement utilitaire; c'est là que se trouvent les tables numériques, des tableaux récapitulatifs et les compléments analytiques permettant de faire bon et commode usage des enseignements de l'ouvrage.

* * *

La comptabilité sur le plan international.

La Fédération Nationale de la Profession Comptable appointée (F. N. P. C. A., 47, rue Cambon) a organisé à Paris deux Journées Internationales de Comptabilité les 30 juin et 1^{er} juillet 1951.

L'Union nationale des professionnels de la Comptabilité (UNPC) de Belgique était représentée par MM. le sénateur Van Lœnhout, expert-comptable, Pouchain, vice-président, Colleye, trésorier, Claessens, secrétaire, Collin, Degonhir, De Leye, Momen et Spork, experts-comptables ou chefs de comptabilité.

L'Ordre des Experts-Comptables du Luxembourg était représenté par son président M. Conter.

L'Ordre des Experts-Comptables et Comptables agréés français était représenté par MM. Mulquin et Aladin, membres du Conseil Supérieur, représentant respectivement M. le Président du Conseil Supérieur et M. le Président du Conseil Régional de Paris.

La Fédération invitante était représentée par MM. Demonet, président, Pinceloup, président-adjoint, Gesmier, secrétaire général, Anthonioz, Bayle, Calien, Delrieu Desbois, Garcia, Peaut, Proisy, Prost, Touraine et Vucher, directeurs ou chefs de comptabilité.

Le but des réunions était la mise en commun des informations nationales en vue du perfectionnement technique de l'organisation et de la défense professionnelle par le moyen d'un Comité International des Professionnels de la Comptabilité qui fut constitué. Dans le but d'éviter toute question de préséance et de personnalité aucun bureau ne fut nommé, mais un Secrétariat général fut confié à M. Pinceloup avec siège, 47, rue Cambon.

Les délégués ont terminé leurs travaux par un déjeuner qui fut présidé par M. Robert Buron, secrétaire d'État aux Affaires Économiques assisté de M. Closon, directeur de l'Institut de Statistique et des Études Économiques, président du Conseil supérieur de la Comptabilité.

* * *

The role of measurement in economics, par Richard STONE, 1 vol. de 85 p., Cambridge University Press, 1951.

Cet ouvrage est écrit en l'honneur de W. Newarch, grand économiste et statisticien du XIX^e siècle.

L'auteur passe en revue les développements récents de l'économie quantitative (la théorie des jeux étant laissée de côté).

L'idée essentielle de l'ouvrage est la condamnation des chercheurs qui prétendent se passer soit de la théorie, soit de l'observation. Toutes deux sont également indispensables et ne sauraient être impunément isolées. Il est, à l'heure actuelle, indispensable d'avoir, dès la collecte des renseignements, des préoccupations théoriques et de ne point se contenter des statistiques obtenues comme sous-produits d'opérations administratives (1). Pour recueillir ces données nouvelles, l'auteur recommande l'emploi généralisé de la méthode des sondages, notamment pour l'étude de la consommation.

L'économiste doit donc travailler en collaboration avec le statisticien, ainsi d'ailleurs qu'avec les autres spécialistes des sciences humaines. Les frontières que l'on pose entre ces diverses disciplines sont d'ailleurs souvent arbitraires : n'est-il pas illégitime de considérer que lorsqu'un individu contracte une assurance, l'étude de son comportement est du domaine de l'économiste et du domaine du sociologue lorsqu'il réclame un système de Sécurité sociale?

Le développement récent de l'Économétrie a été un sujet de discorde entre les économistes (d'autant plus que certains d'entre eux ne pouvaient suivre les développements mathématiques).

Beaucoup se refusent à prendre au sérieux des « Modèles » dont les auteurs semblaient croire que toute l'histoire y était contenue. Lord Keynes lui-même, dont les concepts ont été si souvent utilisés par les économètres, doutait du succès de ceux-ci.

M. R. Stone insiste sur le pouvoir prévisionnel limité des Modèles. L'action des éléments extérieurs au système (dont on essaie de tenir compte en introduisant des chocs, ce qui est un aveu d'ignorance) est la cause d'erreurs qui ne sont généralement pas limitées supérieurement lorsque l'on s'éloigne de l'intervalle de temps pour lequel on a estimé les paramètres.

Néanmoins l'auteur ne saurait être rangé parmi les sceptiques. Il croit à la très grande permanence de certaines équations de comportement (c'est pourquoi il faut s'appuyer de préférence sur ces équations dans les Modèles) et pense que, étant

(1) Il serait par exemple indispensable pour certaines études d'inspiration Keynésienne de pouvoir distinguer variations autonomes et variations réduites, ce qui pose d'ailleurs des problèmes qui ne sont pas seulement statistiques.

données les conditions économiques du monde actuel, les indices présentent en pratique les qualités nécessaires à un instrument de mesure.

S'il n'en était pas ainsi, il faudrait désespérer de voir l'économie devenir une science, seules l'observation et la mesure du comportement des agents économiques permettent de tester la validité des théories économiques et, par de là, la validité des postulats sur lesquels elles reposent. Ainsi l'auteur condamne les économistes qui désirent épargner à la théorie des choix le contrôle de l'expérience sous prétexte que les agents économiques n'ordonnent pas les collections de biens, mais les valeurs subjectives de ces biens. La théorie des choix aurait alors pour garant la seule introspection sur laquelle il est impossible de fonder une science reconnue de tous.

Certaines expériences ont déjà été réalisées, elles n'ont pas infirmé les postulats classiques, tels que celui de la transitivité des choix. Certaines des hypothèses les plus choquantes sur lesquelles repose la théorie peuvent être abandonnées pourvu que l'on emploie une axiomatique plus savante.

L'auteur traite du problème de l'estimation des paramètres :

1° Lorsqu'il n'y a pas de difficultés statistiques résultant du fait que l'on dispose seulement d'un échantillon d'observations;

2° Dans le cas le plus général, si l'on applique la méthode des moindres carrés, on rencontre alors des difficultés:

a) Lorsqu'il y a autocorrélation entre les résidus;

b) lorsque les variables déterminantes ne sont pas mesurées exactement (les corrélations sont alors artificiellement diminuées); il est dans ce cas particulièrement nécessaire que les variables soient reliées par une seule relation tant dans l'échantillon que dans l'univers;

c) Lorsqu'interviennent des erreurs aléatoires dans les équations d'un système; il devient alors nécessaire de mettre celui-ci sous forme réduite (une seule variable endogène par équation).

Des exemples numériques sont traités (équations de la demande en Grande-Bretagne et aux U. S.).

Certains des problèmes méthodologiques soulevés par la comptabilité nationale sont également étudiés.

L'économie d'un pays peut être représentée par un réseau dont les mailles sont la production — la consommation et l'accumulation des richesses. Cette présentation permet de retrouver certaines propriétés, notamment le nombre de conditions auxquelles le système de variables doit satisfaire. Mais de grandes difficultés résultent en période d'instabilité monétaire des divergences entre les concepts économiques et comptables.

On voit combien est vaste le sujet de ce livre fort court (80 pages). Il est inutile de dire qu'aucun des problèmes abordés n'est traité en détail; en revanche, une remarquable vue d'ensemble est offerte au lecteur.

J. DESABIE.

* *

Notions essentielles de Sécurité sociale, par M. Francis NETTER, ancien élève de l'École polytechnique, directeur adjoint au Ministère du Travail — Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1951, 1 vol. 233 p.

Présenter au public non initié un ouvrage sur la Sécurité sociale, sans faire appel d'une part à la technique actuarielle, et d'autre part à la présentation et à la discussion de doctrines juridiques, n'était point tâche simple; M. F. Netter, directeur adjoint au Ministère du Travail a surmonté toutes ces difficultés dans un livre intitulé « Notions essentielles de Sécurité sociale », dont la lecture permet de comprendre facilement l'évolution qui s'est produite au cours de ces cinquante dernières années dans le domaine si vaste de la Sécurité sociale.

Son étude débute par un historique qui nous conduit de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 affirmant la liberté et l'égalité des hommes, à la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'O. N. U. dans son Assemblée générale du 10 décembre 1948.

Au cours du XIX^e siècle, le développement du machinisme ayant pour résultante l'évolution économique, entraîna une solidarité entre les travailleurs; en face des initiatives ouvrières, apparurent des initiatives patronales. Aux premiers groupements mutualistes, succédèrent les sociétés de secours mutuels; la prévoyance individuelle se développa ensuite sous des formes multiples. Si, en France, l'évolution ne se produisit qu'assez lentement, elle se manifesta en 1883 en Allemagne par la mise en vigueur de l'assurance-maladie qui, dans l'esprit de Bismarck, devait concilier les masses ouvrières avec l'État.

A une législation des pensions dont l'origine en France est très ancienne, font suite à la loi de 1853 sur les pensions civiles, les lois consacrant les retraites des cheminots, des mineurs, et enfin la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes qui aurait eu pour aboutissement un régime d'assurance vieillesse pour tous les salariés si — à l'origine — elle avait été complètement appliquée.

La loi du 9 avril 1898, qui introduisait dans les accidents du travail le principe d'une réparation forfaitaire à la charge du chef d'entreprise, faisait surgir une idée nouvelle dont les développements ont servi de base à une législation plus étendue consacrée définitivement par la loi du 1^{er} juillet 1938.

Quant aux allocations familiales dues à l'initiative privée, elles ont été rendues obligatoires en 1932 dans l'industrie et le commerce.

Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, en 1918, posa immédiatement l'extension sur l'ensemble du territoire d'un régime d'assurances sociales; des travaux parlementaires de 1920 à 1928, sortirent les lois des 5 avril 1928, 5 août 1929, 30 avril 1930, instituant un régime couvrant la maladie, la maternité, le décès, l'invalidité et la vieillesse.

De la mise en application de ce régime d'assurances sociales, se dégage toute une série d'idées qui ont servi de base à de nouvelles transformations, et qui ont eu pour conséquence la création du Code de la famille, de l'assurance vieillesse modifiée par la création de l'allocation aux vieux travailleurs, et d'une modification profonde de l'assurance maladie qui — par la loi du 6 janvier 1942 — fait reposer le droit aux prestations sur le fait du travail et non sur le versement de la cotisation.

Le plan de Sécurité Sociale établi par les ordonnances de 1945 pose le principe de l'unité de législation sociale, grâce au regroupement des législations des assurances sociales avec celles des allocations familiales et des accidents du travail.

L'auteur est amené naturellement à examiner le problème de la Sécurité sociale sous ses aspects économiques et financiers, sans omettre les conséquences de cette législation sociale qui se manifestent par une amélioration très sensible de la santé des travailleurs, par une augmentation notable des naissances, par la correction d'un certain nombre d'inégalités économiques et sociales.

L'auteur s'est fort bien rendu compte que son étude s'adressait non seulement à des juristes, mais encore aux assurés et aux chefs d'entreprises; aussi a-t-il voulu, avant d'aborder le financement des assurances sociales, définir l'assurance, et en présenter le mécanisme technique qui n'est autre que celui de la compensation statistique.

Après avoir justifié les modes de financement de la Sécurité sociale, M. Netter a indiqué les conditions que doivent remplir les ressources dont disposent les institutions de Sécurité sociale, en distinguant les cotisations des employeurs et des travailleurs, et ensuite la participation des pouvoirs publics.

En abordant la question financière, l'auteur fait preuve de connaissances étendues dans le domaine économique et bancaire, car dans la question d'investissement des capitaux, il met fort bien en lumière ce que l'on entend par liquidité, rendement, sécurité et enfin utilité économique et sociale, qui sont les qualités essentielles d'un investissement.

Les organismes de la Sécurité sociale étant en réalité des organismes d'assurances, l'auteur est conduit à rappeler le schéma classique de l'assurance privée, à faire apparaître ce que représente la réserve mathématique d'un contrat, et à mettre en lumière — en s'inspirant d'exemples tirés du fonctionnement de l'assurance vieillesse — la répartition pure, puis la capitalisation pure, et enfin la répartition des capitaux de couverture.

L'auteur — au cours de son exposé — fait apparaître les effets des dévaluations monétaires, et signale les problèmes posés tant par la gestion de capitaux considérables, que par les variations de l'activité économique et les transformations d'équipement économique de grandes industries.

La lecture des chapitres qui suivent nous apporte des vues claires sur la redistribution du revenu national, sur l'équilibre financier des organismes, sur les diverses modalités d'assurances (vieillesse, décès, maladie, invalidité, accidents du travail), et sur l'action sanitaire et sociale jouée par la sécurité sociale.

L'auteur nous fait observer en terminant que les fluctuations des prix et des salaires ainsi que l'augmentation du taux de certaines prestations provoquent actuellement une crise financière des assurances sociales; il nous signale aussi que la législation a établi un partage et un enchevêtrement des pouvoirs des conseils d'administration des Caisses de Sécurité sociale, du Gouvernement et du Parlement auquel ne correspond plus le partage des responsabilités correspondantes.

Aussi il lui apparaît nécessaire d'apporter à la législation de Sécurité sociale des réformes destinées à une mise au point correcte des rapports des institutions de Sécurité sociale avec les pouvoirs publics, et d'envisager même une refonte du mode de financement de ces institutions. La Sécurité sociale « qui est œuvre humaine peut être modifiée »; elle a apporté des changements heureux dans la vie des travailleurs, et est — comme toute œuvre humaine — susceptible d'être modifiée et améliorée.

En terminant ce modeste essai bibliographique, je dirai que j'ai beaucoup goûté l'ouvrage de M. Netter et je pense qu'il devrait être médité par tous ceux qui s'intéressent aux multiples problèmes de la Sécurité sociale et de la vie de la Nation.

R. RISSER.

* * *

Rapport sur l'économie mondiale 1949-1950. Publication N. U. : 1951, II, C. 1., 282-xii pages.

Le *Rapport sur l'économie mondiale, 1949-1951* est la première étude d'ensemble de l'économie mondiale qu'ait publiée le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies depuis juin 1949 date à laquelle il fit paraître un premier rapport de ce genre, pour l'année 1948. Le nouveau rapport est l'œuvre de la Division de la Stabilité et du Développement économiques, un des services du département des Affaires économiques du secrétariat. Ses auteurs y ont étudié les principaux aspects de l'évolution économique mondiale — aussi bien du point de vue de l'évolution économique intérieure des divers pays que du point de vue de leurs rapports internationaux — et présentent enfin quelques observations préliminaires sur les tendances de cette évolution, enregistrées depuis le milieu de 1950.

L'ouvrage, qui compte dix chapitres, est divisé en trois parties. Dans la première, sont examinés les principaux événements d'ordre économique qui concernent les pays déjà évolués vivant sous le régime de l'entreprise privée, les pays d'Europe orientale vivant sous le régime d'une planification centralisée, certains pays de l'Amérique Latine et de l'Extrême-Orient, et, enfin, l'Allemagne, le Japon et la Chine. La deuxième partie du rapport est une étude des modifications intervenues dans le volume, la valeur et la répartition géographique des échanges internationaux, ainsi que de l'évolution récente des paiements internationaux. La troisième partie du rapport est consacrée au problème de la pénurie de dollars, envisagée dans ses répercussions immédiates et lointaines sur les échanges internationaux, ainsi qu'à une étude

des dévaluations monétaires effectuées en 1949, dans leurs rapports avec l'amélioration de la balance des comptes des divers pays avec la zone dollar. Le texte de l'ouvrage s'accompagne de 123 tableaux. Son annexe statistique contient encore 14 autres tableaux. Enfin, il est doté d'une « Chronologie des principaux événements économiques » qui va de janvier 1949 à décembre 1950, et d'un index complet.

Les auteurs soutiennent que, si les difficultés qu'éprouvent les pays encore insuffisamment évolués à se procurer le change étranger indispensable pour assurer leur développement économique sont actuellement moindres, du fait que ces pays peuvent vendre à des prix élevés les matières premières nécessaires à l'exécution des programmes de réarmement, en revanche, ces difficultés ne manqueront pas de réapparaître à la longue. Ils justifient ce point de vue en faisant observer que les pays insuffisamment développés ont des besoins tels, en matière de développement économique, que l'expansion de leur économie devra être très rapide si l'on veut que le décalage actuel entre leurs niveaux de vie et ceux des pays industrialisés disparaisse dans un proche avenir. Or, un tel rythme de développement ne saurait être atteint si ces pays ne peuvent porter à un niveau élevé leurs importations des produits fournis par les pays industrialisés.

Le rapport indique que si la production mondiale, de même que le commerce mondial, ont pu, au cours des années 1949 et 1950, atteindre des chiffres encore inégalés, cette évolution n'a pas été sans entraîner des répercussions économiques graves dans un grand nombre de pays. D'abord, les pays insuffisamment développés n'ont, dans leur ensemble, guère fait de progrès au cours de ces deux années. Ensuite, en 1949, il s'est produit aux États-Unis une baisse, temporaire il est vrai, de l'activité économique; mais si les États-Unis ont pu porter leur production vers le milieu de 1950 à un volume sans précédent, le chômage, à cette époque, était à son niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre. Enfin, un certain nombre de pays se sont trouvés en 1949 devant de graves difficultés de change, qui les ont amenés à renforcer et à rendre plus sévères les restrictions à l'importation, et qui se sont traduites, en septembre et octobre 1949, par toute une série de dévaluations monétaires.

Ce qui a principalement caractérisé l'évolution du commerce international en 1949 et en 1950, c'est l'amélioration de la balance commerciale des divers pays avec les États-Unis, ainsi que l'augmentation des échanges entre pays n'appartenant pas à la zone dollar, et notamment les pays européens. Cette évolution a pu se produire parce que la production de ces pays, ayant augmenté, a permis une intensification de leurs échanges. Peu à peu, on s'est approché du point où des pays toujours plus nombreux ont pu ramener leur économie à un niveau général à peu près semblable à celui qu'ils avaient atteint aux dernières années d'avant guerre, encore que l'aide extérieure dont certains d'entre eux avaient bénéficié eût été réduite. Mais comme les États-Unis continuaient encore à apporter leur aide, limitée dorénavant à certaines fins particulières, de nombreux pays ont pu commencer à reconstituer leurs réserves d'or et de dollars.

Au cours de l'année 1951 seront publiées diverses études spéciales consacrées à l'évolution économique de l'Asie et des pays de l'Extrême-Orient, de l'Europe et de l'Amérique Latine. Il s'agit des rapports annuels établis par les secrétariats des différentes commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies. En outre, le secrétariat vient de publier, comme suppléments au rapport ci-joint, deux études sur la situation économique de l'Afrique et du Proche-Orient, respectivement.

* * *

Les conditions économiques au Moyen-Orient. Publication N. U. 1951, II. C. 3, 92 et VIII pages.

L'étude sur les *Conditions économiques au Moyen-Orient* est due au secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, département des affaires économiques, et constitue un supplément au « Rapport sur l'économie mondiale 1949-1950 ». Ses auteurs.

exposent d'abord les caractéristiques physiques, économiques et sociales de la région, et présentent ensuite un aperçu des principales tendances qui caractérisent son évolution économique. Un chapitre entier de l'étude est consacré à l'industrie du pétrole du Moyen-Orient et à son importance pour l'économie du monde entier et pour celle des pays producteurs. Le dernier chapitre est consacré à l'examen du développement économique du Moyen-Orient dans certains aspects particuliers. Le texte s'accompagne d'une annexe statistique comprenant 50 tableaux. L'ouvrage contient aussi 3 cartes de la région : une carte climatique, une carte des principales voies de communications et une carte des régions pétrolifères et minières.

L'étude fait apparaître que le Moyen-Orient ne constitue pas une véritable unité géographique, que les liens économiques entre les différents pays de cette région sont assez lâches, et que son unité est avant tout une unité de civilisation. L'exploitation des ressources pétrolières a placé tous les pays du Moyen-Orient devant les mêmes problèmes. L'amélioration des transports permet peu à peu de surmonter les obstacles naturels qui séparent les différents pays de cette région. La deuxième guerre mondiale a beaucoup fait pour rapprocher ces pays entre eux, car ils se sont trouvés coupés de quelques-uns de leurs débouchés et de leurs sources d'approvisionnement les plus importants.

Ce qui s'oppose surtout à une unification économique du Moyen-Orient, c'est le niveau de vie très bas des populations et l'étroitesse de son marché intérieur, facteurs qui ont pour effet de freiner la demande, qu'il s'agisse de produits indigènes ou de produits importés. Un troisième facteur qui intervient ici est la très grande ressemblance qui caractérise la structure économique des principaux pays de cette région, car partout, sauf en Israël, la grande majorité de la population vit de l'agriculture. Aussi presque tous ces pays produisent-ils les mêmes denrées agricoles et ne trouvent-ils que rarement chez leurs voisins d'autres denrées agricoles dont ils auraient besoin.

La réalisation des projets de développement économique qu'ont adoptés un certain nombre de ces pays est indispensable, ne serait-ce que pour maintenir le niveau de vie actuel dans le Moyen-Orient, et, à plus forte raison, pour l'amélioration. La population augmente rapidement et ses conditions de vie ne sauraient s'améliorer sans une augmentation considérable du revenu national. Dans la majeure partie de cette région, cette augmentation du revenu national ne peut être obtenue qu'en améliorant l'agriculture, qu'il s'agisse de la productivité du travail ou des méthodes mêmes de l'économie rurale. Tous les faits connus prouvent qu'il existe d'amples possibilités d'y parvenir. Les différents pays de cette région réalisent presque tous actuellement divers programmes qui doivent se traduire par une augmentation de la production agricole. Ce développement de l'agriculture permettrait non seulement d'améliorer le niveau de vie des populations, mais élargirait aussi le marché que ces pays offrent à l'industrie. La création d'industries qui puissent répondre à certains besoins du secteur agricole permettrait d'améliorer la situation aujourd'hui tendue des balances des paiements. Grâce à cette évolution, les revenus des particuliers augmenteraient en même temps que les recettes budgétaires, ce qui permettrait de poursuivre cet effort. Si, enfin, on pouvait attirer des capitaux étrangers vers ces pays, et les mettre au service du développement économique, les gouvernements de ces pays pourraient encore aller plus loin dans cette voie.

L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ont, en vertu du programme d'assistance technique, prêté leur concours à ces pays. Elles ont mis des experts à leur disposition et pris une part active à la réalisation de divers programmes. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a accordé des prêts à deux pays du Moyen-Orient et une assistance financière et technique leur a été fournie en vertu d'accords bilatéraux.

International approaches to problems of undeveloped areas, Mémoires rassemblés par le Milbank Memorial Fund, New-York, 1948, 76 p.

La conférence annuelle du Milbank Memorial Fund, tenue les 19 et 20 novembre 1947, réunit trente-cinq démographes, économistes et spécialistes divers appartenant aux multiples organismes chargés de préparer, dans le cadre de l'O. N. U., une contribution internationale au progrès économique et social de tous les peuples, contribution prévue par la Charte des Nations Unies. Cette conférence privée permit une discussion plus libre qu'une réunion officielle. Elle fut principalement consacrée aux problèmes posés par les pays de forte densité de population économiquement arriérés. La publication éditée par le M. M. F. reprend neuf des communications présentées.

L'étude démographique liminaire du Dr. Notestein développe la thèse qui domine l'ensemble des rapports : il faut, pour assurer une amélioration des niveaux de vie dans les régions considérées, obtenir une diminution simultanée des taux de mortalité et des taux de fécondité.

Ensuite, le professeur Laugier préconise un inventaire mondial des ressources naturelles, qui puisse fournir une base concrète à l'action internationale. Le Dr. Weintraub analyse les problèmes généraux du développement économique. Le Dr. Rist expose les problèmes de financement nationaux et internationaux. Mr. Thompson indique quelques aspects sociaux de l'industrialisation rurale, d'après les premières expériences réalisées par la F. A. O.

Le Dr. Forrest expose les problèmes médicaux et les méthodes selon lesquelles l'Organisation mondiale de la Santé s'efforce de les résoudre.

Sir R. Cilento, s'appuyant sur l'exemple du Japon, de la Malaisie et de la Polynésie, indique l'évolution sociale possible des populations arriérées, et les dangers à éviter.

Les deux dernières études sont consacrées à l'exemple de Puerto-Rico. Le Dr. Davis en étudie l'évolution démographique passée et future, et le Dr. Tugwell retrace les difficultés rencontrées, comme gouverneur, en matière de reconstruction.

Les conclusions d'ensemble que l'on peut dégager sont la solidarité de la prospérité mondiale, la nécessité de coordonner, pour une action économique d'ensemble, aussi bien les efforts des différents pays que ceux des organisations internationales spécialisées, la nécessité de stimuler dans les pays arriérés l'effort tendant à leur propre développement.

La thèse démographique de base, manifestement contestée (par le Dr. Forrest par exemple) demande une étude approfondie.

*
* *

Annuaire statistique 1949-1950. Publication des Nations Unies. N° de vente 1950, XVII. 3. 556 p. relié toile.

L'Annuaire Statistique 1949-1950 est le deuxième d'une série préparée par le Bureau de Statistique des Nations Unies, en collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales et les bureaux de statistique de différents pays.

Les statistiques qui figurent dans l'Annuaire portent non seulement sur des questions économiques et financières, mais également sur des questions sociales et culturelles. L'Annuaire contient 166 tableaux, complétés par des annexes indiquant les coefficients et facteurs de conversion et les principaux sujets traités dans les annuaires statistiques internationaux; il contient enfin des index alphabétiques des sujets et des pays. Le fait que près de 250 États ou territoires figurent dans ces index, indique l'extension géographique de l'Annuaire. Celui-ci est rédigé en deux langues, tous les textes, notes et titres y sont donnés à la fois en français et en anglais.

Production.

L'Annuaire indique la production annuelle de plus de 100 articles — denrées, minéraux et objets manufacturés — dans presque tous les pays producteurs du monde, entre les années 1930 et 1949. En 1949, la production mondiale a été plus faible qu'en 1948 en ce qui concerne le blé, le maïs, l'avoine, les pommes de terre, le caoutchouc naturel, le charbon, le pétrole brut, le minerai de fer, l'acier et le cuivre, et plus faible qu'en 1930 en ce qui concerne l'avoine, le seigle, les pommes de terre, le charbon et l'étain. Les matières nouvelles telles que la rayonne et l'aluminium sont celles dont la production a connu l'essor le plus considérable entre 1930 et 1949. En ce qui concerne les combustibles et l'énergie, la production mondiale de charbon, en dehors de l'Union soviétique et de la Chine, a été en 1949 de 3 % plus faible qu'elle ne l'était en 1930. Ce déclin a été compensé par une remarquable augmentation de la production d'énergie électrique et de pétrole brut. La production mondiale d'acier (à l'exception de l'Union soviétique et de la Chine), s'est élevée à 135,2 millions de tonnes métriques en 1949 par rapport à 89,1 millions en 1930, soit une augmentation de 52 %.

Transports et communications.

Un chapitre entier de l'Annuaire est consacré aux statistiques sur les transports; on y trouvera des tableaux relatifs aux chemins de fer, aux véhicules automobiles, aux transports maritimes, aux voies navigables intérieures, à l'aviation civile et au tourisme international. On y trouvera également des tableaux relatifs aux services de postes, de télégraphes et de téléphones ainsi qu'aux postes émetteurs de radio.

Commerce extérieur.

Dans le chapitre consacré au commerce extérieur, l'Annuaire présente des tableaux relatifs à la valeur, en monnaies nationales, des importations et des exportations de près de 140 pays, soit la presque totalité du monde commerçant. Le quantum des exportations en partance des États-Unis et du Canada a presque doublé entre 1930 et 1949 et, sauf aux États-Unis, a surpassé l'augmentation des importations. La France et le Royaume-Uni ont tous deux réduit le volume de leurs importations en 1949 par rapport à la fois à 1930 et 1937; mais tandis que les exportations du Royaume-Uni avaient, en 1949, considérablement dépassé les niveaux de 1930 et 1937, les exportations de la France étaient légèrement plus faibles qu'en 1930, bien que leur volume fût de 40 % supérieur à celui de 1937. Les importations de la Finlande, de l'Inde, de l'Indochine, de l'Irlande et de la Norvège furent, à des degrés différents, plus importantes en 1949 qu'en 1930, comme le furent également les exportations de ces mêmes pays; dans tous ces pays, à l'exception de la Finlande, les importations ont également, en 1949, dépassé celles de 1937, mais ce n'est qu'en Inde que les exportations ont été plus élevées en 1940 qu'en 1937. Le volume des exportations et des importations de l'Australie et de la Nouvelle Zélande a été sensiblement plus élevé au cours de ces dernières années qu'en 1930 ou 1937.

Services médicaux.

En ce qui concerne les questions sociales, l'Annuaire contient un certain nombre de tableaux relatifs à des sujets tels que la sécurité sociale, l'habitation, le personnel médical et les lits d'hôpitaux. Ce dernier tableau, qui figure pour la première fois dans l'Annuaire, indique, pour plus de 100 pays et territoires, les chiffres d'avant-guerre et d'après-guerre relatifs au nombre de médecins, d'infirmières, de sages-femmes, d'habitants par médecin, ainsi qu'au nombre de lits d'hôpitaux par type d'hôpital. Si les chiffres qui portent sur le nombre de médecins par habitant montrent que les pays insuffisamment développés ont réalisé de grands progrès sous ce rapport, ils font également ressortir la saisissante différence qui existe, par exemple, entre les États-Unis et la Suisse d'une part, où il y a un médecin pour 800 habitants, et le Nigéria d'autre part, où l'on ne compte qu'un médecin pour 70.000 habitants.

Journaux.

L'Annuaire contient des tableaux sur le nombre des illustrés, les établissements d'enseignement, la consommation de papier de journal et les quotidiens. Ces deux derniers tableaux, qui portent sur environ 60 pays, ont trait à la consommation de papier de journal, totale et par tête, le nombre de journaux quotidiens, leur tirage total et leur tirage par millier d'habitants. Avant la guerre, la consommation de papier de journal s'élevait, par tête, à 20,1 kilos au Royaume-Uni, à 24,8 kilos aux États-Unis et en Australie, à 20,8 kilos en Nouvelle-Zélande et à 15,7 kilos au Canada. En 1949, ces chiffres s'étaient élevés à 33,4 aux États-Unis et 22,5 au Canada, tandis qu'ils étaient tombés à 21,4 en Australie, à 13,8 en Nouvelle-Zélande, à 11,4 au Royaume-Uni et à 12,1 au Danemark. Proportionnellement à la population, le tirage des quotidiens fut, en 1949 et 1950, de beaucoup le plus élevé au Royaume-Uni (600 par millier d'habitants), suivi du Luxembourg (445), de l'Australie (432), de la Norvège (421), de la Suède (416), de la Suisse (335) et des États-Unis (354). Les tirages les plus faibles furent ceux de l'Inde et de la Birmanie (6), de la Thaïlande (4), du Pakistan (2) et de l'Afghanistan (1).

Outre les sujets déjà mentionnés, l'Annuaire statistique contient des renseignements détaillés sur des questions telles que la population, la main-d'œuvre, la production agricole et industrielle, la balance des paiements, les prix et salaires, le revenu national, les finances et les finances publiques. On y trouvera également des statistiques relatives à l'utilisation des terres, au cheptel, ainsi que des données fondamentales sur les industries manufacturières, le matériel roulant, les estimations des budgets nationaux, les comptes budgétaires et la dette publique, les taux de change, les disponibilités monétaires, les avoirs en or, les prêts et placements intérieurs des banques, les taux de rendement, les obligations d'État et le cours des actions industrielles.

Ainsi l'*Annuaire statistique* rentre dans la catégorie des publications des Nations Unies qui contiennent des renseignements détaillés et officiels dans le domaine économique et social, à l'usage non seulement des gouvernements, mais également des économistes, des industriels, des bibliothécaires, des professeurs, des étudiants et tous ceux à qui des renseignements de cet ordre sont indispensables pour l'accomplissement de leur tâche.

IX

PUBLICATIONS REÇUES PAR LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE

du 1^{er} février au 15 avril 1952.

I. — Complément à la liste des publications périodiques.
(Périodicité inférieure à une année.)

FRANCE

Annales de la Faculté de Droit de Bordeaux. Faculté de Droit de Bordeaux. Semestr.

ALLEMAGNE

Évolution statistique de l'Allemagne de l'Ouest. Bureau central de Statistique. Mensuel.
Statistische Berichte. Statistisches Bundesamt. Mensuel.

BELGIQUE

Le mouvement communal. Union des villes et communes belges. Mensuel.

INTERNATIONAL

Bulletin du commerce international. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Mensuel.
Bulletin de statistiques de l'acier pour l'Europe. O. N. U. Commission économique pour l'Europe. Trimestr.
Commodity Trade Statistics. O. N. U. Trimestr.

SUÈDE

Statistisk Tidskrift. Bureau central de Statistique. Trimestr. (+ Suppl. mensuels)

II. — Publications annuelles et autres publications officielles.

FRANCE ET UNION FRANÇAISE

Annuaire de statistique industrielle. 1951 1 vol.
Mémoires et travaux de la Société hydrotechnique de France. 1952 1 vol.
Quatrième Rapport de la Commission des investissements (Stat. et études financières, Suppl. n° 13). 1951 1 vol.
Les rapports entre le Trésor et l'Institut d'émission en France et à l'étranger (Stat. et Études financières, Suppl. n° 10). 1951 1 vol.
Rapport sur les opérations de la Caisse nationale d'Assurances en cas d'accidents. 1947-1948 2 fasc.
Rapport sur les opérations de la Caisse nationale d'Assurances en cas de décès. 1948 1 vol.
Rapport sur les opérations de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse. 1948 1 vol.
Union française. — Annuaire statistique (vol. II). 1939-1949 1 vol.
Union française. — Commerce extérieur des pays de l'Union française (Bull. mensuel de Stat. d'outre-mer. Suppl. n° 23). 1950 1 fasc.
A. E. F. — Annuaire statistique. 1936-1950 1 vol.
Tunisie. — Annuaire statistique. 1949-1950 1 vol.

ALLEMAGNE

Volkszählung : Gesetz, Erhebungspapiere, Tabellenprogramm. 1950 1 vol.

ARGENTINE (République)

Anuario estadístico de la Ciudad de Rosario. 1947 1 vol.
Bibliografía sobre economía internacional. 1950 1 vol.

AUTRICHE

Statistisches Jahrbuch der Stadt Wien. 1949 1 vol.

BRÉSIL

Censo demográfico. — Serie regional : partes VI, IX, XII, XX del Tomo I. 1940 4 vol.
Censos economicos. — Serie nacional. Vol. III. 1940 1 vol.

CANADA

Sommaire des statistiques financières des municipalités urbaines. 1950 1 fasc.
Statistiques municipales. 1944-1945 2 vol.

DANEMARK

Annuaire statistique de Copenhague. 1951 1 vol.
Accidents de circulation. 1950 1 vol.
Causes de décès. 1950 1 vol.
Commerce extérieur. 1950 1 vol.
Comptes des communes et des ports. 1941-1945 1 vol.
Justice civile. 1946-1950 1 vol.
Mouvement de la population. 1950 1 vol.
Prévoyance et assurance sociales. 1941-1948 1 vol.
Statistique de la criminalité. 1949 1 vol.

DOMINICAINE (République)

Los estudiantes de la Universidad de Santo Domingo. 1946 1 fasc.

ÉGYPTE

Vital Statistics. 1946-1947 2 vol.

ÉTATS-UNIS

Statistical Abstract. 1951 1 vol.

FINLANDE

Annuaire statistique. 1951 1 vol.
Statistique des Caisses d'épargne. 1950 1 vol.
Statistique criminelle. 1938-1944 1 vol.

INTERNATIONAL

Annuaire démographique (O. N. U.). 1951 1 vol.
Annuaire statistique (O. N. U.). 1951 1 vol.

LUXEMBOURG

L'économie luxembourgeoise. 1951 1 vol.

NORVÈGE

Accidents de circulation.	1949	1 vol.
Finances des communes.	1946-1948	1 vol.
Mouvement de la population.	1949	1 vol.
Pêcheries.	1950	1 vol.
Rapport sur l'état sanitaire et médical.	1949	1 vol.
Sociétés d'assurances.	1950	1 vol.
Usines d'électricité.	1939-1948	2 vol.

PORTUGAL

Anuario estatístico.	1950	1 vol.
Estatística agrícola.	1950	1 vol.
Estatística industrial.	1950	1 vol.
Organização corporativa e previdência social.	1950	1 vol.

SUÈDE

Aperçu sur la situation économique.	1952	1 vol.
Commerce (vol. II et III).	1950	2 vol.
Finances communales (Vol. I).	1948	1 vol.
Hygiène et service médical aux armées.	1949-1950	2 vol.
Industrie.	1949	1 vol.
Mouvement de la population.	1948	1 vol.
Office d'assurance contre les accidents industriels.	1950	1 vol.
Pilotage et sécurité maritime.	1950	1 vol.
Recoltes.	1951	1 vol.
Recensement de la population. Vol. IX. Population par branches d'activité.	1945	1 vol.
Recensement de la population. Vol. XI. Mouvements migratoires et changements de profession.	1945	1 vol.
Service des domaines forestiers	1950	1 vol.
Service vétérinaire aux armées	1950	1 vol.
Statistique générale des chemins de fer.	1950	1 vol.
Trafic des chemins de fer de l'État.	1950	1 vol.
Ventes de vins et spiritueux.	1950	1 vol.

SUISSE

Caisses maladie et caisses d'assurances contre la tuberculose.	1944-1948	1 vol.
Entreprises d'assurances privées.	1950	1 vol.
Impôt fédéral et sacrifice pour la défense nationale (2 ^e partie).	1945	1 vol.
Statistisches Jahrbuch	1950	1 vol.
Subventions fédérales et parts légales.	1949	1 vol.

Le Gérant : J. PERDRIZET.
